Les déménageurs bretons

NOTE D'INFORMATION

Juridique et Sociale

Lobbying parlementaire : Quelques questions parlementaires transport écrites et orales

Il est toujours utile de disposer d'un peu de temps et d'éplucher le Journal Officiel quand on se prétend lobbyiste et que l'on souhaite être efficace, car toutes les questions (et notamment les réponses) ne sont pas indexées sur l'Intelligence Artificielle…
On me demandait récemment de faire un point sur l'état de la réglementation relative aux Véhicules Utilitaires Légers (VUL), et au-delà du « paquet mobilité » sur lequel nous sommes déjà beaucoup exprimés, certains de ces combats ne sont pas sans rappeler celui du pot de terre contre le pot de fer, comme celui contre l'Ecotaxe en 2012 notamment, sur lequel l'appui de parlementaires cibles a également pu être décisif avant l'abandon définitif par Ségolène Royal.
Il était même réconfortant pour les transporteurs de savoir qu'ils n'étaient pas seuls et pouvaient trouver l'écoute et l'oreille attentive de parlementaires disposés à poser des questions écrites comme à l'époque de l'écotaxe… (et même si elle revient via l'Alsace)…

Vous trouverez au lien ci-après un petit florilège à jour de 2026 des questions posées aux députés de tous bords ces derniers mois (et même si certains sont plus actifs que d'autres) concernant les transports ou le déménagement, et des réponses qui ont pu y être apportées (quand elles l'ont été) par le gouvernement…
Savoir poser les bonnes questions aux bonnes personnes, et avoir des réponses adéquates fait aussi partie du rôle de lobbyiste ou d'influenceur en affaires publiques que se doit de mener en général toute organisation dédiée à la défense d'une profession ou d'intérêts catégoriels légitimes…

Question écrite n° 13934 : Mobilité résidentielle et portabilité des prêts immobiliers
Question de : Mme Christine Le Nabour Ille-et-Vilaine (5e circonscription) - Ensemble pour la République
Lever les freins actuels à la mobilité résidentielle, soutenir le pouvoir d'achat des ménages (et aider dont les entreprises de déménagement)
Comme le souligne une proposition de loi déposée en 2024, la généralisation de la clause de portabilité des prêts immobiliers permettrait de fluidifier le marché, de sécuriser les parcours résidentiels et de limiter les effets négatifs des fluctuations des taux. Ce dispositif offrirait en effet la possibilité aux emprunteurs de conserver les conditions initiales de leur prêt lors de l'acquisition d'un nouveau bien, tout en simplifiant les démarches et en évitant certaines pénalités financières. Dans ce contexte, elle lui demande quelles sont les intentions du Gouvernement quant à la reprise ou au soutien d'une initiative législative visant à généraliser la portabilité des prêts immobiliers et quelles mesures il entend prendre pour lever les freins actuels à la mobilité résidentielle et soutenir le pouvoir d'achat des ménages.
Publication de la question au Journal Officiel du 31 mars 2026, page 2618
Publication de la réponse au Journal Officiel du 17 novembre 2026, page 10721

Question écrite n° 9167 : Fin de l'exonération de TVA pour les déménagements internationaux.
https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/17/questions/QANR5L17QE9167

Question écrite n° 19362 : Décarbonation du transport routier Publication de la question au Journal Officiel du 27 octobre 2026, page 10007 Question de : M. Matthieu Marchio Nord (16e circonscription) - Rassemblement National https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/17/questions/QANR5L17QE19362

Question écrite n° 19187 : Soutien à l'électrification des véhicules utilitaires légers
17e Législature Publication de la question au Journal Officiel du 27 octobre 2026, page 10001
Question de : M. Gérard Leseul
https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/17/questions/QANR5L17QE19187

Yann VIGUIE pour **Les déménageurs bretons**

Les déménageurs bretons

NOTE D'INFORMATION

Juridique et Sociale

Question écrite n° 18621 : Détresse des transporteurs français face à la concurrence déloyale
Publication de la question au Journal Officiel du 29 septembre 2026, page 8992 Question de : M. Guillaume Bigot Territoire de Belfort (2e circonscription) - Rassemblement National https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/17/questions/QANR5L17QE18621

Question écrite n° 16171 : Mix énergétique et visibilité aux acteurs de la décarbonation transport routier Publication de la question au Journal Officiel du 23 juin 2026, page 5580 Question de : M. Fabrice Barusseau Charente-Maritime (3e circonscription) - Socialistes et apparentés
M. Fabrice Barusseau appelle l'attention de M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique sur la nécessité de préserver une approche fondée sur le mix énergétique pour atteindre les objectifs de décarbonation du transport routier de marchandises et de voyageurs. Si la réduction des émissions du secteur des transports fait aujourd'hui consensus, les orientations actuelles des politiques publiques conduisent de plus en plus les acteurs économiques à percevoir l'électrification comme l'unique trajectoire soutenue par les pouvoirs publics. Cette situation suscite des inquiétudes croissantes auprès de nombreuses entreprises, collectivités et industriels qui ont investi depuis plusieurs années dans d'autres solutions bas carbone, déjà opérationnelles et adaptées à certains usages, notamment le bioGNV, soit le biométhane carburant. Au-delà des enjeux industriels, cette orientation exclusive crée aujourd'hui un climat d'incertitude susceptible de freiner des projets de décarbonation immédiatement mobilisables dans les territoires. Des infrastructures de distribution pourraient être déployées, des flottes pourraient être converties et des kilomètres effectués avec du gazole pourraient être évités dès à présent. Mais l'absence de visibilité fragilise les investissements déjà réalisés, ralentit les nouvelles initiatives et pourrait conduire à l'abandon de solutions complémentaires pourtant nécessaires à l'atteinte des objectifs climatiques. À titre d'exemple, un projet de station bioGNV sur l'agglomération de Saintes en Charente-Maritime, qui avait bénéficié du soutien des élus locaux, peine aujourd'hui à se concrétiser. Ce projet permettrait d'accompagner des transporteurs dans la conversion de leurs flottes et de réduire immédiatement les émissions associées au transport routier, mais les acteurs concernés demeurent dans l'attente de signaux clairs des pouvoirs publics sur les orientations stratégiques qui seront retenues à l'avenir. Il lui demande comment le Gouvernement entend garantir une approche pragmatique et ouverte de la décarbonation des transports routiers, permettant de sécuriser les investissements engagés dans les différentes filières bas carbone et de donner aux acteurs économiques la visibilité nécessaire pour poursuivre leurs projets au service des territoires et de la souveraineté énergétique française.
https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/17/questions/QANR5L17QE16171

Question écrite n° 15369 : Adaptation du remboursement partiel de TICPE aux évolutions du transport routier (VUL) https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/17/questions/QANR5L17QE15369

Question écrite n° 14187 : Situation économique préoccupante du transport routier de marchandises
Publication de la question au Journal Officiel du 7 avril 2026, page 2842 Publication de la réponse au Journal Officiel du 15 septembre 2026, page 8578 Question de : Mme Katiana Levavasseur Eure (2e circonscription) - Rassemblement National
https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/17/questions/QANR5L17QE14187

Question écrite n° 12963 : Difficultés des fabricants d'ameublement made in France Publication de la question au Journal Officiel du 17 février 2026, page 1384
Publication de la réponse au Journal Officiel du 9 juin 2026, page 5194 Question de : Mme Delphine Batho Deux-Sèvres - Écologiste et Social https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/17/questions/QANR5L17QE12963

Question écrite n° 12530 : Transports de marchandises des véhicules de moins de 3,5 tonnes **Publication de la question au Journal Officiel du 27 janvier 2026, page 591** Publication de la réponse au Journal Officiel du 21 avril 2026, page 3519 Question de : Mme Manon Bouquin Hérault-Rassemblement National https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/17/questions/QANR5L17QE12530

Question écrite n° 7363 : Difficultés de mise à jour administrative d'un entrepreneur individuel
https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/17/questions/QANR5L17QE7363